

Ségrégation spatiale et mixité sociale dans l'aire urbaine de Perpignan. Eléments de réflexion et d'analyse.

David Giband, Université Perpignan Via Domitia,
UMR Art-dev.

UNIVERSITÉ
PERPIGNAN
VIA
DOMITIA



Perpignan : un laboratoire social.

- **La demande** : comprendre les mécanismes de ségrégation, de fragmentation sociospatiale à l'œuvre dans l'agglomération de Perpignan pour éclairer la question de la mixité scolaire.
- **Une expertise** fondée sur un ensemble de travaux de recherche sur les quartiers pauvres, les politiques urbaines, l'éducation en Europe et en Amérique du Nord.
- La nécessité d'établir **un constat** loin de toute polémique.
- « **Sortir des REP** » pour comprendre et saisir les dynamiques sociospatiales (exclusion, entre-soi, ségrégation, ...), leurs échelles et les enjeux du territoire perpignonais (entendu au sens large : celui de l'aire urbaine).

Perpignan et la mixité sociale : les termes du débat.

• Le constat

- Une ville pauvre dans un département pauvre déterminant des formes exacerbées de ségrégation et de marginalité.
- Régulièrement classée dans le palmarès des villes les plus inégalitaires et les plus pauvres. Certains quartiers parmi les plus pauvres de France : Saint Jacques, Bas Vernet, Nouveau Logis Les Pins.
- Un accroissement régulier des inégalités sociales à l'échelle de la ville et de l'aire urbaine.
- Une agglomération marquée par l'importance et l'ancienneté de l'étalement urbain nourrissant fragmentation urbaine et ségrégation sociale.
- L'enkystage des groupes sociaux paupérisés dans certains quartiers.
- Des tendances nationales exacerbées par des singularités locales.

• Les questions

- Quelles sont les logiques sociales et économiques à l'œuvre ?
- Quelle trajectoire de notre territoire au regard des autres territoires urbains de la région et du pays ?
- Quelles sont les échelles de la ségrégation ? Perpignan Ville pauvre ou la plaine du Roussillon aire urbaine propice à la ségrégation ?

Une intervention en 3 temps

1. Le constat de la fragmentation et de la ségrégation sociospatiale.
2. Les logiques et mécanismes à l'œuvre.
3. L'école et ses territoires décalques de la réalité urbaine et sociale ?

1. Les termes du constat.

- **Une ville pauvre**

	France	Occitanie	Toulouse	Montpellier	Nîmes	Perpignan
Pauvreté monétaire (%)	14,3	16,7	18	25,5	28	30

(Source : Insee, 2017)

Un niveau de pauvreté supérieur aux autres agglomérations régionales et **deux fois supérieur à la moyenne nationale.**

Pauvreté endémique et pauvreté importée :

A la pauvreté endémique s'ajoute la pauvreté alimentée par les flux entrants (3 à 4000 nouveaux entrants par an) : près du 1/3 des nouveaux entrants sont des foyers modestes.

Une ville pauvre dans une agglomération pauvre.

		Nombre de ménages fiscaux	Nombre de personnes dans les ménages fiscaux	Niveau de vie annuel ⁽¹⁾ (en euros)			Rapport interdécile ⁽²⁾	Taux de pauvreté ⁽²⁾ (en %)
				1 ^{er} décile ⁽²⁾	Médiane ⁽²⁾	9 ^e décile ⁽²⁾		
Toulouse	Ville-centre	199 133	390 004	9 379	19 883	40 347	4,30	18,0
	Banlieue	185 991	454 755	12 576	23 207	41 159	3,27	8,0
	Pôle urbain	385 124	844 759	10 840	21 789	40 830	3,77	13,0
Montpellier	Ville-centre	112 576	230 537	8 276	17 122	34 981	4,23	25,5
	Banlieue	57 022	140 875	12 501	23 019	42 663	3,41	8,0
	Pôle urbain	169 598	371 412	9 203	19 371	38 332	4,17	19,0
Nîmes	Ville-centre	64 205	138 202	8 046	17 157	30 873	4,23	28,0
	Banlieue	13 575	33 732	11 181	19 713	32 917	2,94	12,0
	Pôle urbain	77 780	171 934	8 399	17 155	33 710	4,01	25,0
Perpignan	Ville-centre	53 927	109 452	7 970	15 632	31 548	3,96	29,8
	Banlieue	31 402	75 909	10 433	18 621	33 134	3,18	15,0
	Pôle urbain	85 329	185 361	8 674	16 921	32 281	3,72	24,0
Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées		2 428 719	5 466 629	9 862	18 888	34 726	3,52	16,7
France métropolitaine		26 562 682	62 064 538	10 503	19 786	37 236	3,55	14,3
France métropolitaine (ERFS 2012) ⁽³⁾		//	//	10 610	19 740	37 430	3,53	13,9

(1) ou revenu disponible par unité de consommation

(2) cf. définitions

(3) pour les indicateurs d'inégalité des niveaux de vie et de pauvreté concernant l'ensemble de la France métropolitaine, l'enquête sur les revenus fiscaux et sociaux (ERFS) reste la source de référence

// : données non disponibles à partir de l'ERFS 2012

Sources : Insee-DGFIP-Cnaf-Cnav-CCMSA, Fichier localisé social et fiscal 2012 et ERFS 2012

Une sur représentation de la pauvreté que l'on retrouve à l'échelle de l'agglomération.

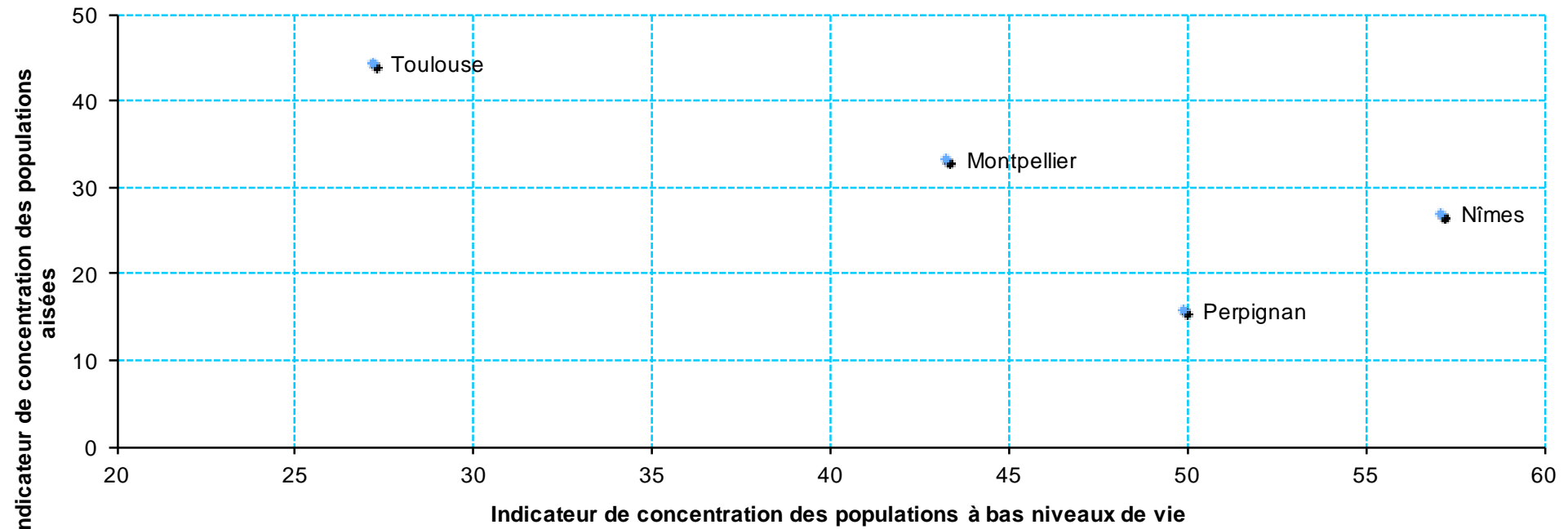
1/3 Population
Perpignan vit sous le
seuil de pauvreté
1/4 en périphérie.

Quelques indicateurs

Revenu médian moyen (2012)	
Unité urbaine de Perpignan	15910
Ville de Perpignan	13939
France	19740

	Perpignan	Unité urbaine	Région Occitanie
Taux de chômage	23,7	19,8	11,2
15-24 ans sans emploi ni étudiant	30,8	27,6	18
Familles monoparentales	25	21	16

Concentration des hauts et bas niveaux de vie dans les quatre principaux pôles urbains de Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées



Des données qui situent Perpignan dans le groupe des agglomérations associant ville pauvre et périphéries urbaines modestes.

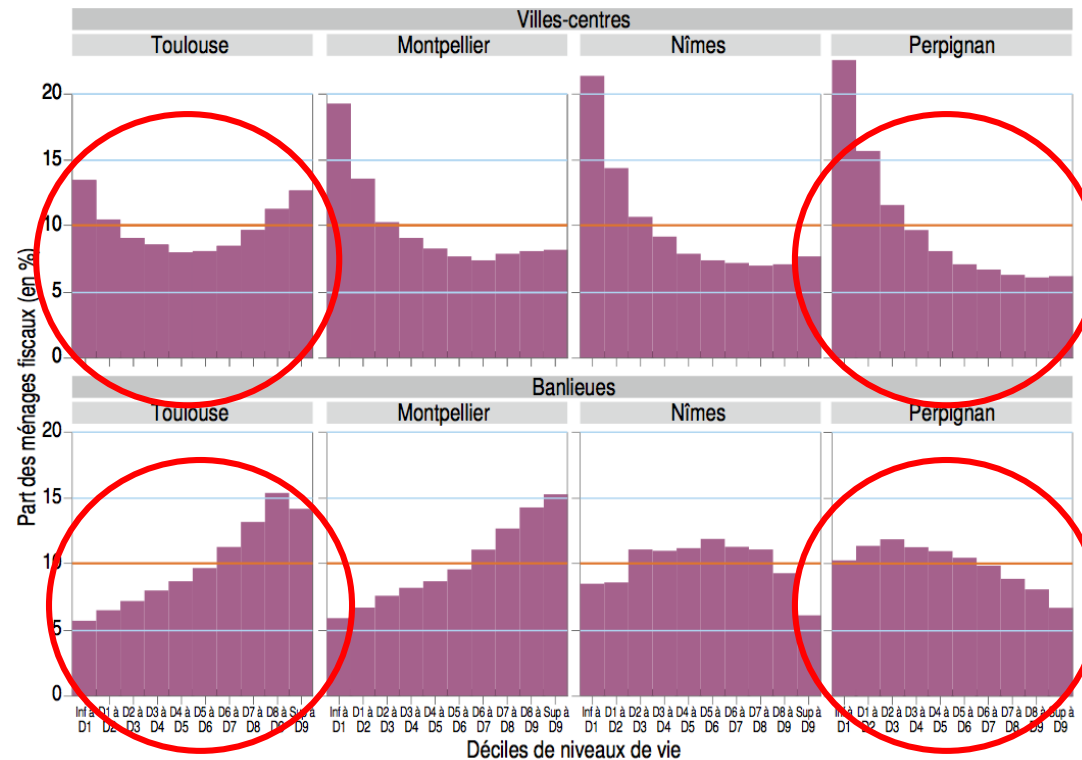
4. Typologie des pôles urbains selon la distribution des niveaux de vie



- Groupe Lille : villes-centres intermédiaires et banlieue à bas revenus
- Groupe Lyon : villes-centres à profil en U et banlieue aisée
- Groupe Marseille : villes-centres intermédiaires et banlieue aisée
- Groupe Douai-Lens : villes-centres à bas revenus et banlieue à bas revenus
- Groupe Nancy-Thionville : villes-centres à profil en U et banlieue à bas revenus
- Groupe Mulhouse : villes-centres à bas revenus et banlieue aisée

Champ : France métropolitaine, ménages fiscaux (hors ménages en logement collectif et sans-abri) dont le revenu déclaré est positif ou nul.
Sources : Insee-DGFiP-Cnaf-Cnav-CCMSA, Filosofi 2012.

Une dysmétrie ville-centre / périphérie plus marquée qu'ailleurs en région.

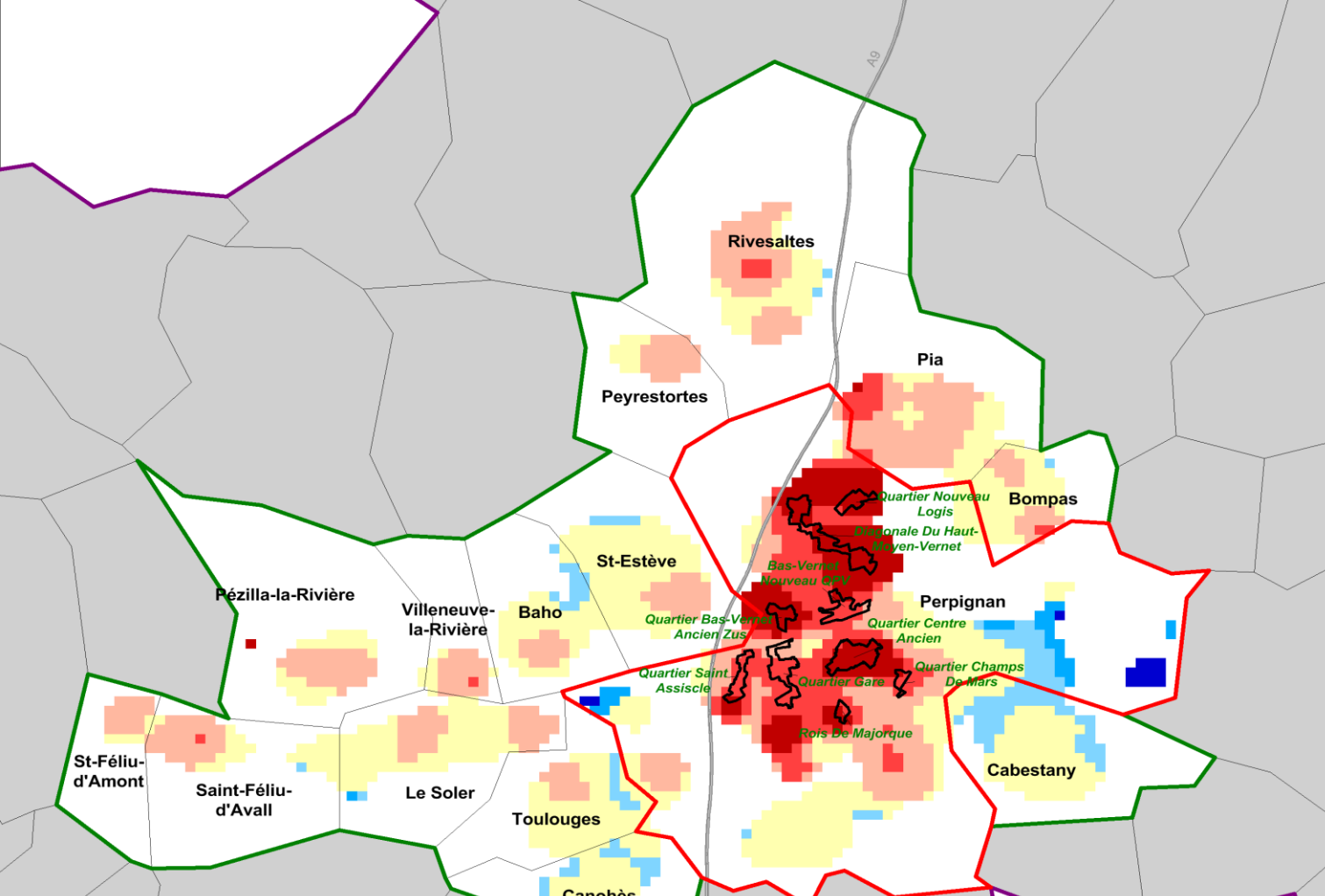


Lecture : dans la ville-centre de Toulouse, 13,5 % de la population disposent d'un niveau de vie inférieur au 1^{er} décile en France métropolitaine, soit 10 503 €. À l'opposé de la distribution, 12,7 % disposent d'un niveau de vie supérieur au 9^e décile en France métropolitaine, soit 37 236 €.

Champ : ménages fiscaux dont le revenu déclaré est positif ou nul

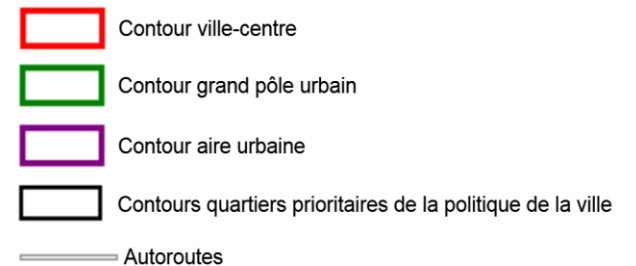
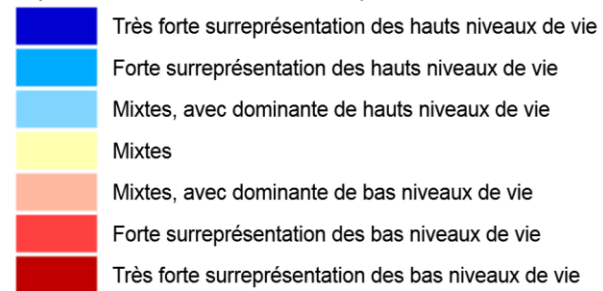
Source : Insee-DGFIP-Cnaf-CCMSA, Filosofi 2012

Une aire urbaine fragmentée et ségréguée



© IGN - Insee 2016

Répartition des carreaux dans les pôles urbains

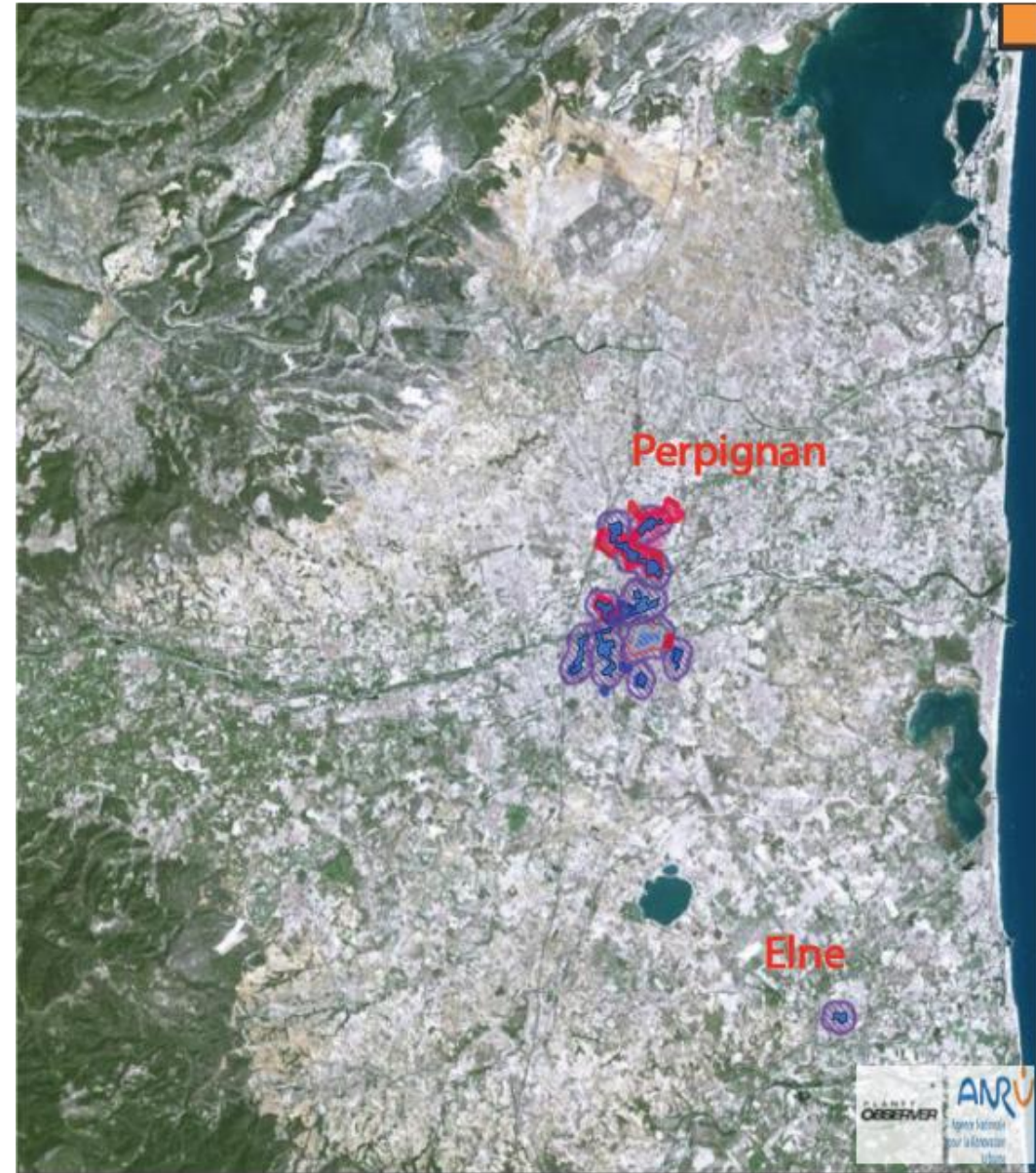
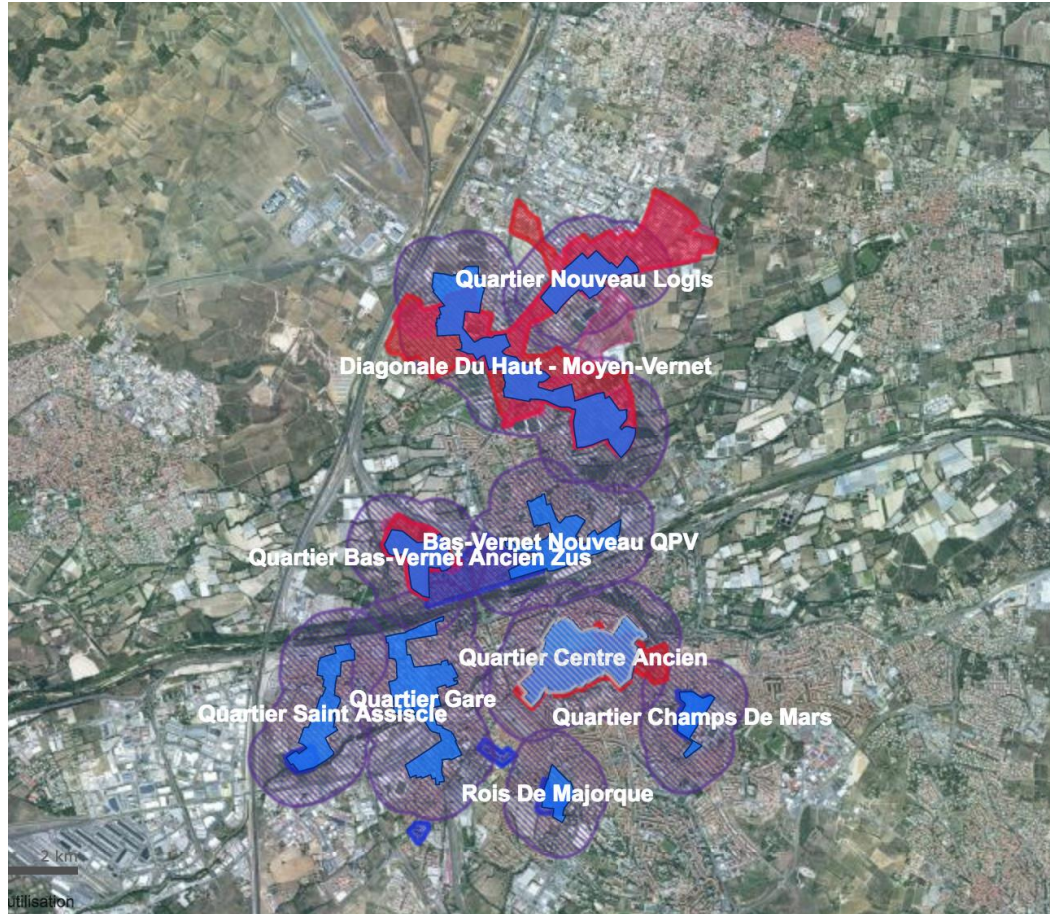


- Des écarts socioéconomiques ville/périphérie urbaine marqués et placés sous le sceau de l'omniprésence des foyers à bas revenus.

Un clivage social centre/périphérie

(en %)	Taux de chômage	Foyers monoparentaux	Population sans diplôme
Perpignan	23,7	25	24
Périphérie	15,4	12,5	14,8

Les quartiers classés en QPV



Le constat d'une « agglomération archipel »

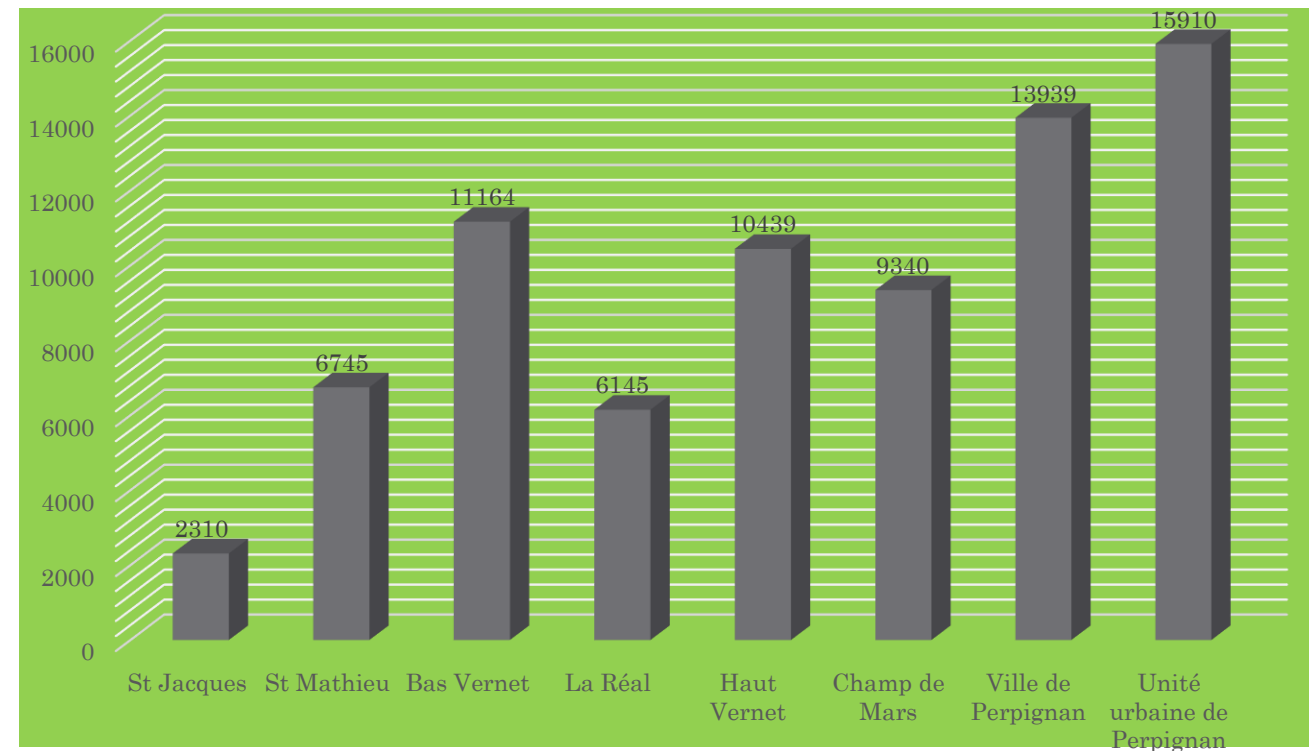
- Opposant une ville centre concentrant pauvreté et marginalité sociale / banlieue classes moyennes / moyennes inférieures (incluant des îlots de pauvreté)
- Une fragmentation source de profondes inégalités :
 - **Des trajectoires territoriales divergentes** : décrochage des quartiers populaires centraux, difficultés marquées des cités HLM au Nord de la Têt, isolement et déconnexion de certains quartiers résidentiels (Mas Llaro, Route de Canet, Porte d'Espagne).
 - En matière d'accès au logement : **un marché résidentiel segmenté** (question du logement social et du logement indigne/insalubre versus marché pavillonnaire)
 - **La question des mobilités résidentielles limitées à l'échelle de l'aire urbaine**
 - Les inégalités scolaires

Le décrochage des quartiers populaires.

Les revenus annuels moyens par foyers des quartiers populaires

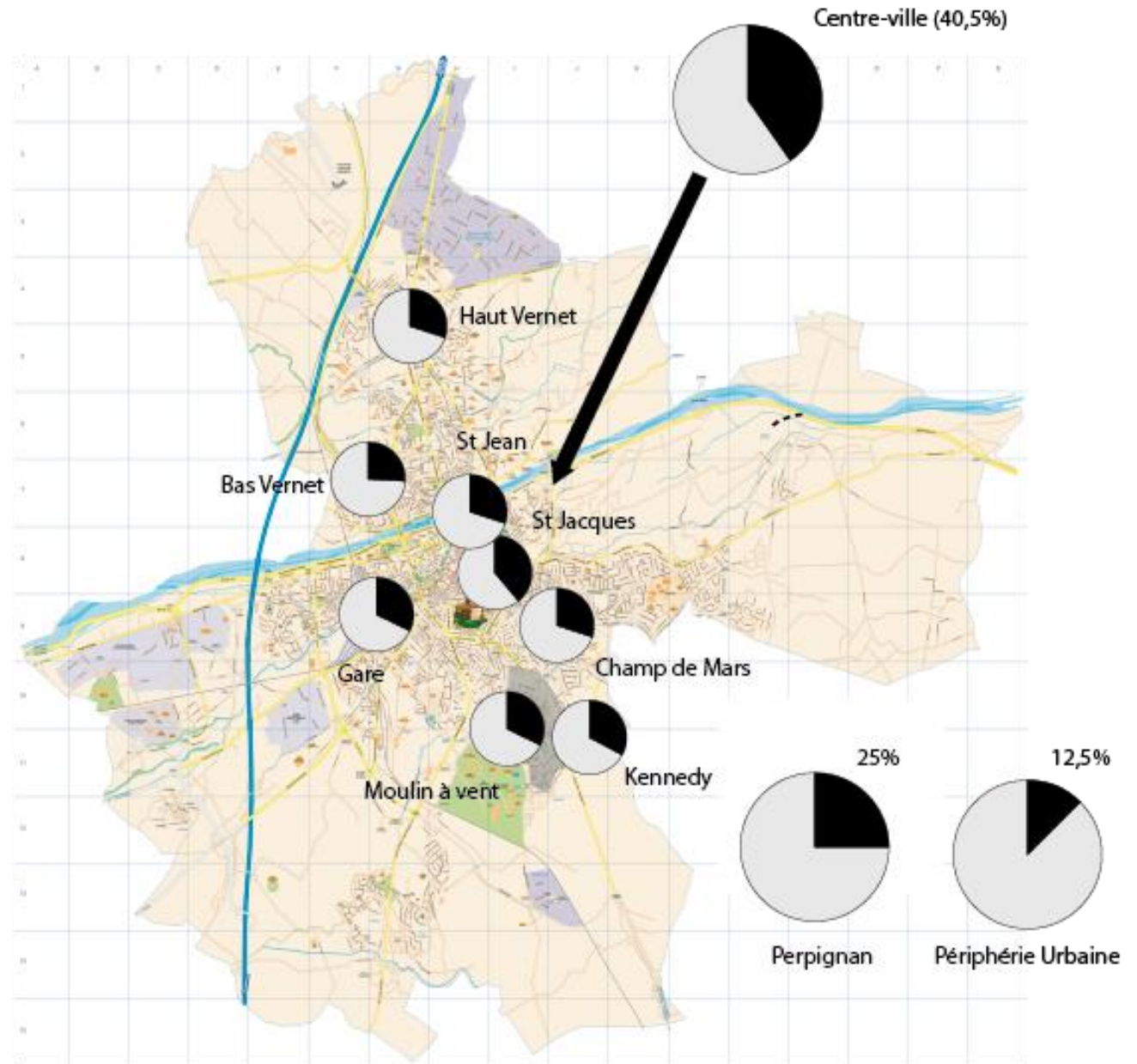
St Jacques	2310
St Mathieu	6745
Bas Vernet	11164
La Réal	6145
Haut Vernet	10439
Champ de Mars	9340

Les revenus annuels moyens par foyers fiscaux.

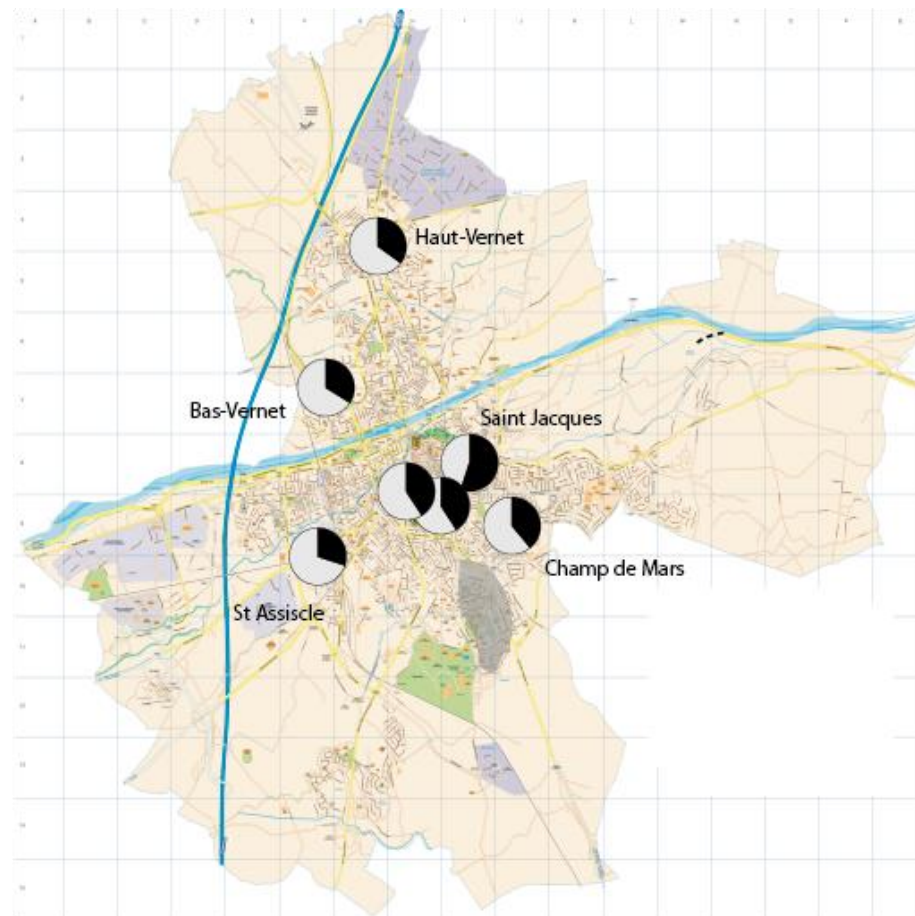


Les foyers monoparentaux

	Foyers monoparentaux (%)
France	20
Unité Urbaine	21
Perpignan	25
Bas Vernet	26
Haut Vernet	30
Saint Jacques	39
Gare	28,5
La Réal	38
Champ de Mars	31
Saint Martin	26
Saint Mathieu	29



Le taux de couverture de la CMU



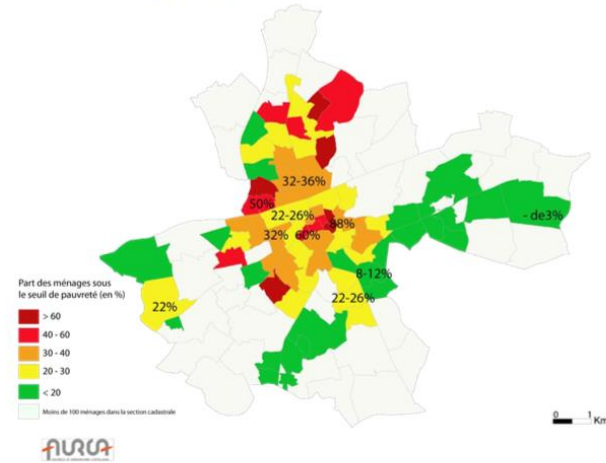
Inégalités et ségrégation en matière de logement

- Une concentration élevée des logements sociaux à Perpignan :
 - **67% de l'offre de logements sociaux de l'agglomération.**
 - 50% de celle du département.
 - Une concentration de l'offre de logements sociaux au Nord de la Têt (35%) et dans quelques quartiers : Champ de Mars, Cité ensoleillée...
 - **Le parc privé dégradé comme logement social de fait.**
 - **Un marché immobilier scindé en deux :**
 - *une ville (plutôt) de locataires* (57% de locataires, avec part importante de logements sociaux et de logements sociaux de fait) versus *une périphérie de propriétaires occupants* (limitant formes de mobilité résidentielle, 28% locataires).

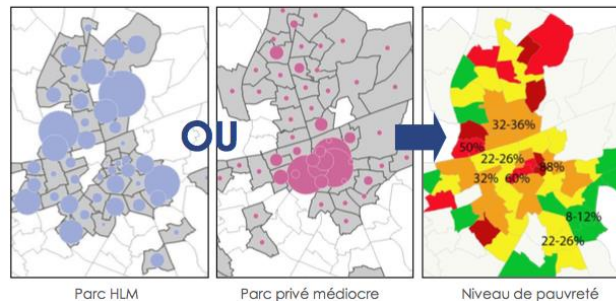
43% de propriétaires occupants à Perpignan contre 72% pour les communes de périphérie.

Précarité et logement

Précarité des ménages perpignanais en 2007



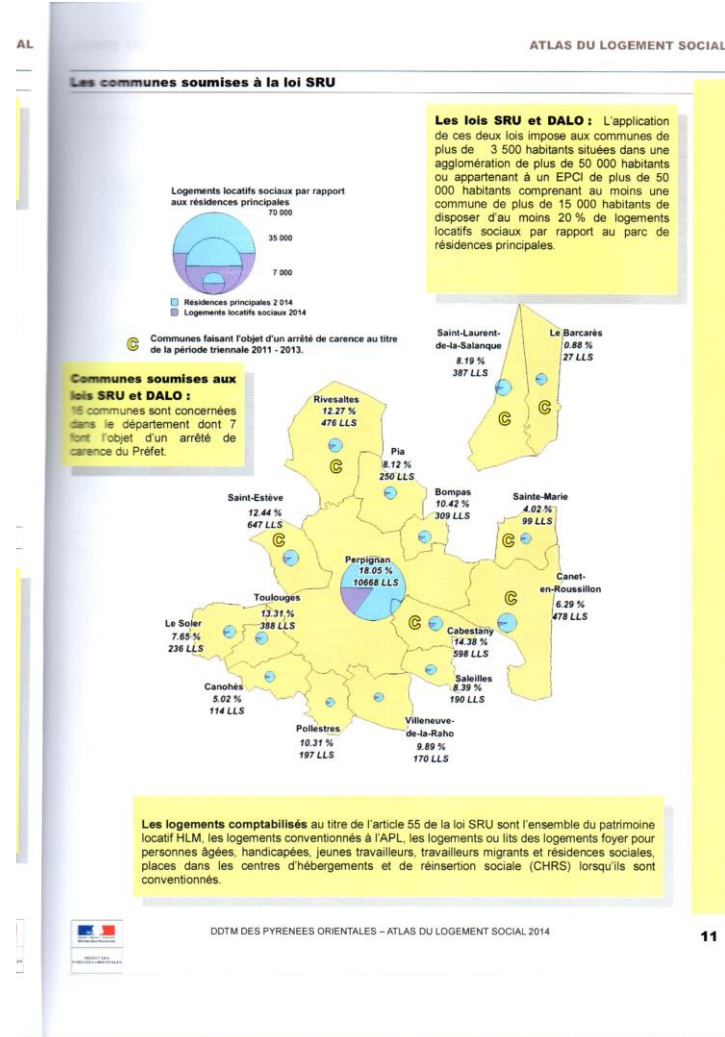
Stigmatisation de la pauvreté perpignanaise en 2007 en fonction du parc privé présentant des signes de médiocrité ou du parc social



Source : Filocom 2009, MEDDTL d'après DGfip

Malgré les lois SRU et DALO:

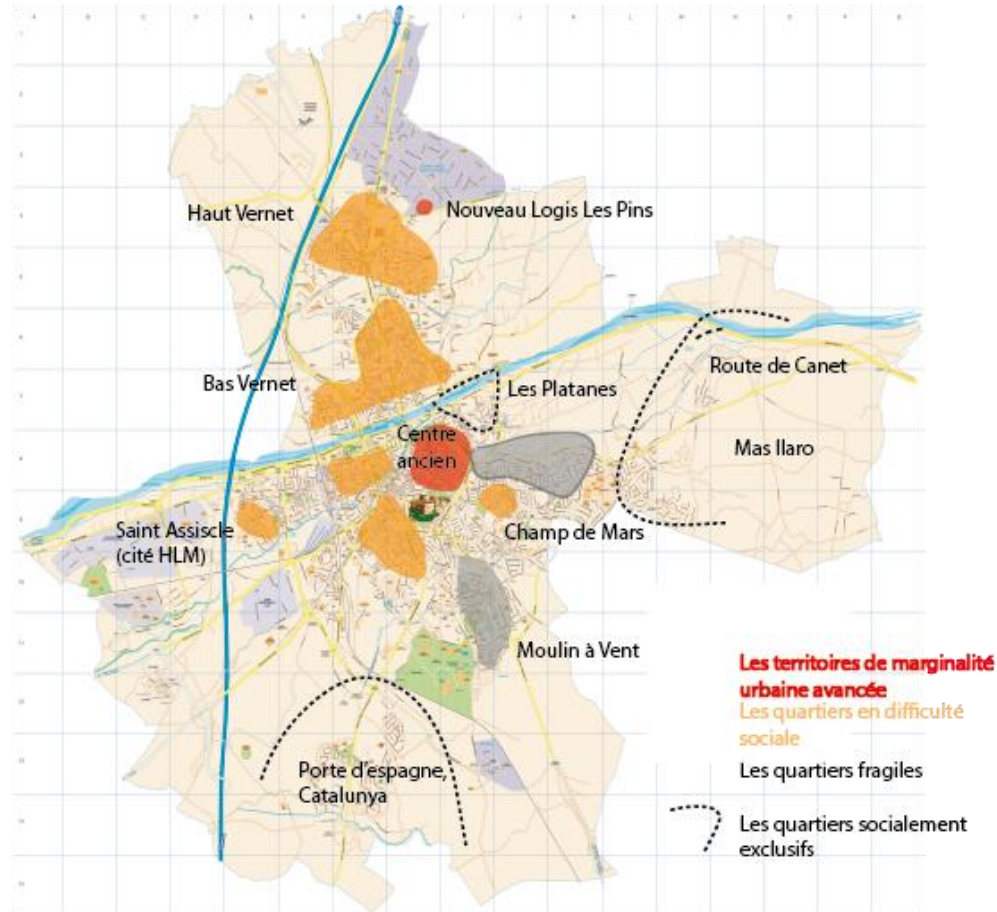
- le quota des 20% de LS en périphérie pas partout atteint
- Un accès inégal au logement social en périphérie (choix des résidents, loyers plus élevés, faible mobilité résidentielle).



- La question de l'habitat insalubre et indigne :
- 25% du parc de logement potentiellement indigne; 75% à St Jacques
- Logements indignes, marchands de sommeil et inégal accès au logement

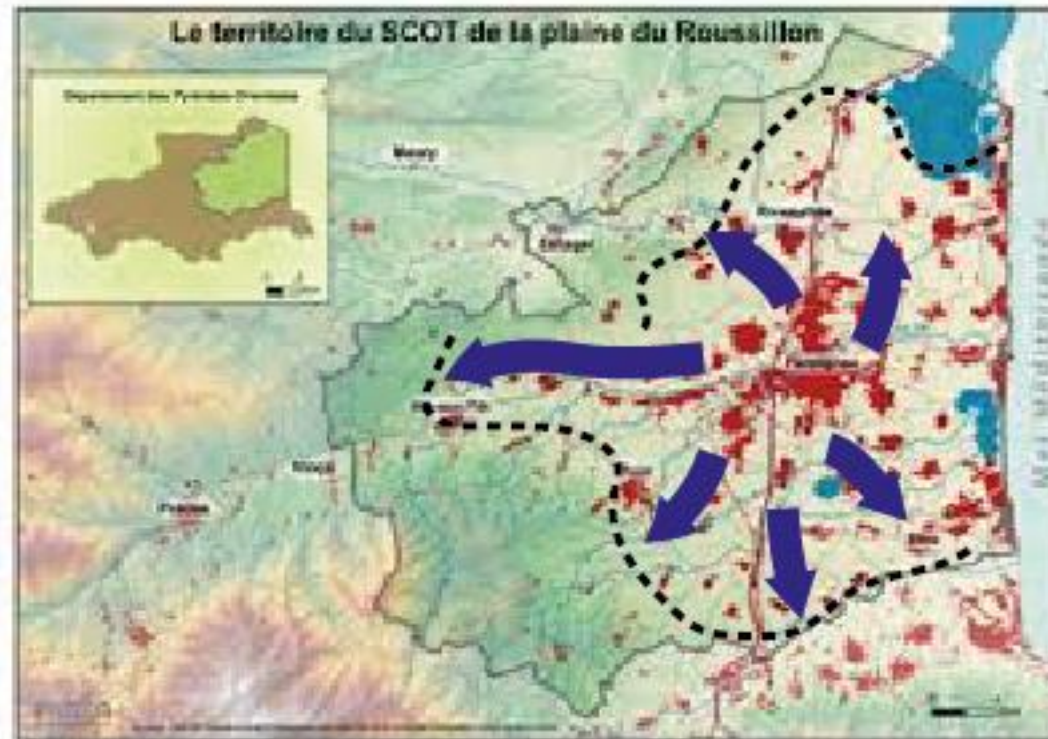


Une géographie inquiétante de la pauvreté et de la marginalité de la ville centre ...



... pour un étalement pavillonnaire en périphérie au profit des classes moyennes.

- Une faible mixité résidentielle notamment à l'échelle de l'agglomération : représentation des classes moyennes et moyennes inférieures
- Des trajectoires résidentielles contraintes : du logement social au logement privé, des quartiers de logement social aux quartiers pavillonnaires de périphérie.



2. Les logiques et dynamiques à l'oeuvre

- La part de l'histoire
 - Une ville de périphérie et de marges
 - Les conditions d'un mal développement et d'une économie de la rente
- La part de l'espace
 - Une urbanisation mal maîtrisée et faiblement régulée
 - Un schéma de développement métropolitain de type « Los Angelien »
 - Le caractère monofonctionnel des espaces urbains et périurbains : une faible mixité résidentielle
 - L'inégale répartition de l'offre de logements sociaux et la marée pavillonnaire
 - La question centrale du logement et de la mobilité résidentielle des plus fragiles
- La part du social
 - La concentration ancienne des populations fragiles dans certains quartiers
 - Une précarisation de la ville centre qui progresse (d'une ville duale Nord/Sud à une ville fragmentée avec des zones en voie de fragilisation avancée comme le Moulin à Vent).
 - Une partition ethnique des quartiers difficiles anciennement institués

✓ La part de l'histoire

- 40 ans de politique de peuplement : des 1950's aux années 1990 un développement résidentiel socialement différencié et la négligence du centre-ville.
- La fuite des élites vers la périphérie dès les années 1970, suivies des classes moyennes.
- Un développement économique contraint.



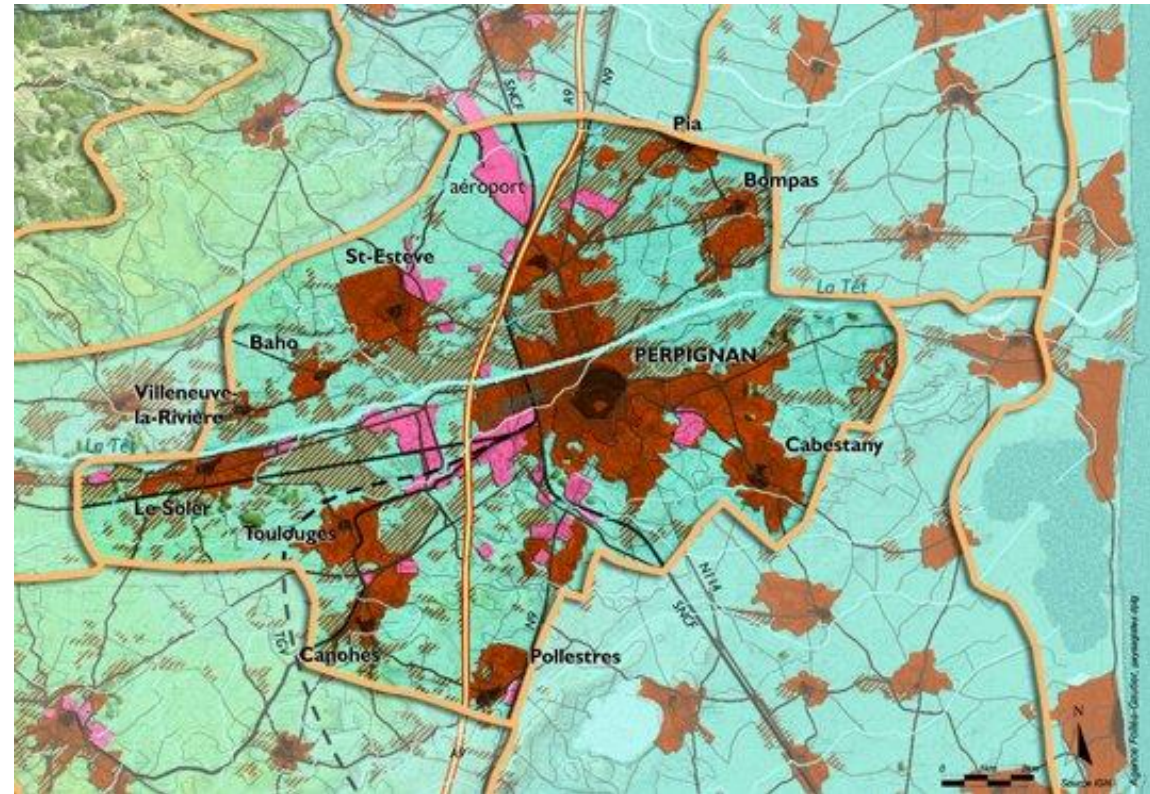
Prospère un tissu urbain morcelé où coexistent des trames urbaines diverses, discontinues et bien souvent déconnectées au fondement d'une triple partition de la ville. Celle-ci distingue les quartiers résidentiels du Sud à destination des classes moyennes aux quartiers populaires des cités d'habitat social au Nord de la Têt pendant que le centre-ville apparaît comme le grand oublié de l'action urbaine et pâtit du départ d'une partie significative de la bourgeoisie.



✓ La part de l'espace

Une aire urbaine fragmentée

- Une triple fragmentation :
 - Ville centre / périphéries urbaines
 - Quartiers pauvres / quartiers aisés
 - Quartiers d'habitat social / quartiers anciens dégradés
- Un mode de développement de type « suburbain » : étalement périurbain et urbanisme pavillonnaire faiblement régulé.
- Une centralité perpignanaise affaiblie, des centralités périphériques.



Une aire urbaine fragmentée et caractérisée par :

- Un étalement urbain difficilement régulé par le SCOT et le long rejet des outils de planification.
- Des documents d'urbanisme et de planification peu contraignants en matière de mixité résidentielle et sociale. La généralisation du modèle centre village + lotissements pavillonnaires.
- La banalisation d'un mode de vie périurbain.
- Un entre-soi résidentiel aggravé par des modes de construire (pavillonnaire dominant, périphérisation des activités commerciales), l'absence de réflexion sur la forme urbaine en périphérie, la faible densité des modes de transport en commun dissuadant l'installation des plus modestes.
- Le logement social en périphérie : des améliorations (article 55 loi SRU) mais une offre qui ne facilite pas les mobilités géographiques.
- Des intercommunalités tardives.

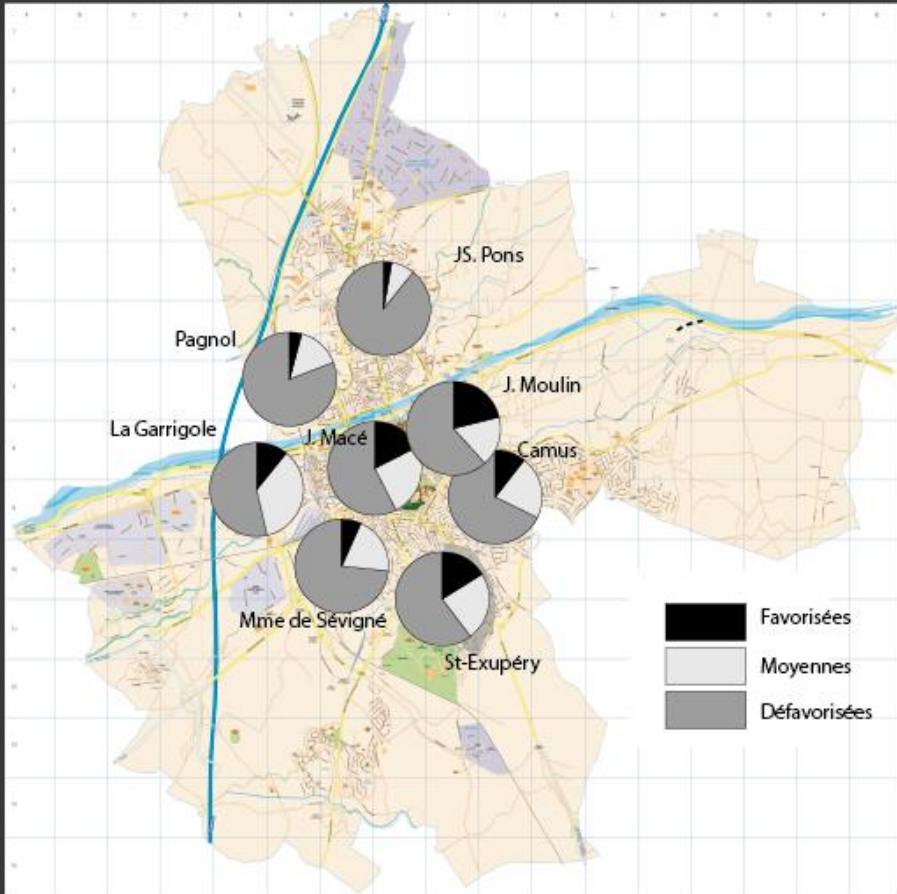
✓ La part du social

L'enkystage précoce des populations fragiles dans des quartiers ethnicisés et dégradés

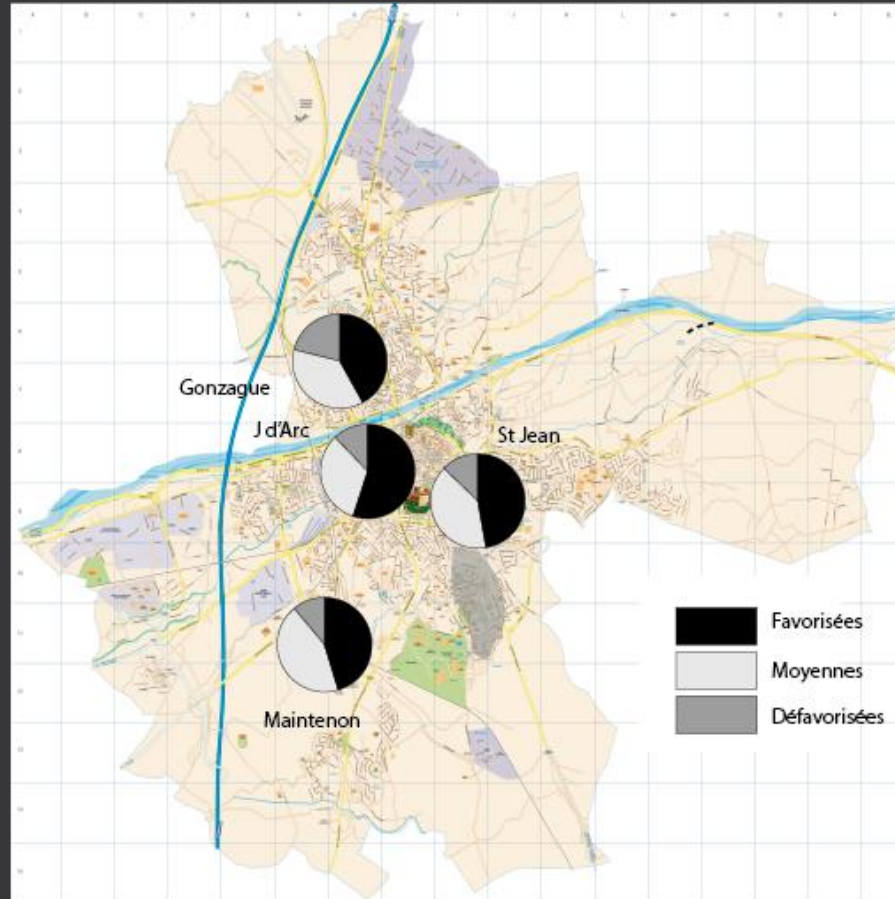
- Le cas paroxysmique de Saint Jacques et du Nouveau Logis Les Pins : quartiers de misère et repoussoirs urbains pour les autres groupes notamment dans le champ scolaire.
- Accélération ces 10 dernières années : La colonisation scolaire des établissements privés par les CSP +, paupérisation généralisée des collèges publics et ethnicisation de certaines écoles (La Miranda par exemple).



3. L'école et ses territoires : décalques de la réalité sociale ?



CSP collèges publics



CSP collèges privés

- Plus qu'un décalque, un miroir déformant maximisant les effets de fragmentation et de ségrégation

- Une offre éducative duale : 40% des élèves de Perpignan scolarisés dans le secteur privé, un secteur public concentrant les populations scolaires défavorisées, 6 collèges sur 8 en REP.

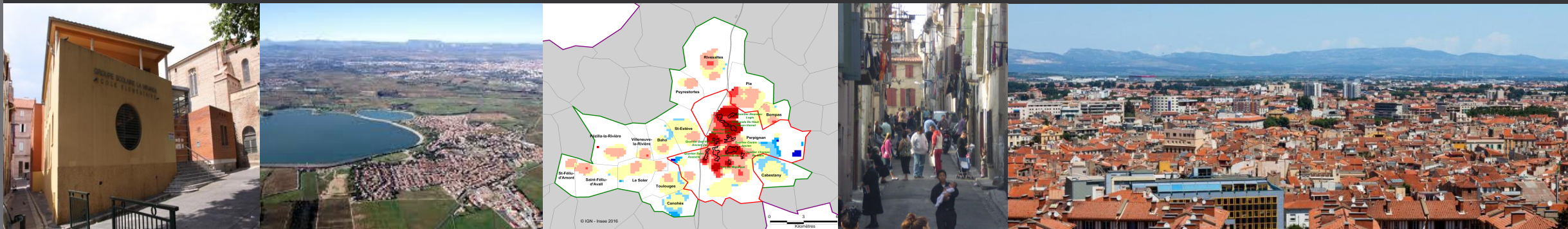
- L'effet repoussoir des REP décuplé par des circuits de scolarisation précocement établis (recours au privé, filières sélectives, etc.).
- Parcours privilégiés de scolarisation versus assignation au territoire éducatif (population gitane, CSP populaires).
- Des tendances nationales revêtant ici une dimension forte et inquiétante. L'accélération du recours au privé en collège : 37% 2009, 40% 2017 contre moyenne nationale de 20,8% et 21,5%

	Favorisées	Moyennes	Défavorisées
Perpignan	11,3	20,8	67,9
Périphérie	24,4	34,4	41,2

La composition des catégories sociales, collèges publics de l'aire urbaine de Perpignan.

Pour conclure : penser autrement la mixité ?

- Des éléments inquiétants de ségrégation et de fragmentation : ville centre / périphérie.
- Des éléments qui ne sont pas spécifiques à Perpignan mais qui y sont maximisés.
- Les effets modestes des politiques publiques correctrices et redistributives : PNRU, politique locale de l'habitat, reconquête centre-ancien, diversification de l'offre de logements à Perpignan.
- Des effets déstructurants sur l'espace scolaire désormais triple :
 - i) **les espaces scolaires ordinaires de périphérie** (certains en difficulté),
 - ii) **les espaces scolaires urbains en grande difficulté** (les écoles de la relégation)
 - et iii) **les espaces scolaires privilégiés** (du secteur privé).
- La faiblesse d'une mixité résidentielle à l'échelle de la plaine du Roussillon déterminant en partie les conditions de la mixité scolaire.
- **Mais :**
- Des expériences ailleurs en France et à l'étranger pour corriger ces effets (partenariats avec le secteur privé, travail sur la carte scolaire, logique d'offre en REP, etc...)
- « Penser » autrement la mixité plutôt que la « panser » en permanence ? Par la mobilité (des parcours résidentiels, scolaires, ...), le partenariat avec le secteur privé, une meilleure prise en compte des problématiques scolaires dans les documents d'urbanisme et de planification (l'école impensé de l'urbanisme en France), etc.



Merci de votre attention.

UNIVERSITÉ
PERPIGNAN
VIA
DOMITIA

